



L'Europe sociale mythe ou possibilité ?

Avant-propos

Le débat sur l'UE et l'Europe pose plusieurs questions de fond qui sont :

- **Quelles alliances internationales en Europe et dans le monde ?**
- **Quel cadre à celles-ci ?**
- **Ou en d'autres termes peut-il y avoir une bonne constitution entre les états européens et même plus largement faut-il une constitution ?**

Notre position sur « l'Europe » appelle une remarque préliminaire. Le débat n'est pas entre « pro Europe » et « anti Europe » mais entre **partisans de l'Union Européenne** telle qu'elle se construit (ou plus exactement telle qu'elle est **imposée**) ou adversaires de celle-ci. Il y a d'ailleurs une **escroquerie intellectuelle** instaurée par les initiateurs de cette alliance internationale à **confondre les deux termes Europe et UE**. D'emblée les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix, à la fraternisation entre les peuples, au désir de voir tomber les frontières.

Si dès le départ ils avaient dit : « on veut un grand marché européen, afin de favoriser les exportations, parce qu'il y a crise des débouchés dans chaque pays à cause des bas salaires et du chômage » ce n'est pas sûr que cela aurait marché. Mais évidemment ce n'est pas cela qu'ils ont dit...

En quoi ceux qui refusent la construction économique et politique mise en œuvre par 27 états, seraient moins européens que les partisans de l'organisation capitaliste des multinationales de 25 pays ?

I) La nation un concept archaïque ?¹

a). Nationalisme ou internationalisme :

A l'inverse de ce qu'ont dit quelques « euro constructifs » la volonté européenne supranationale, loin d'être « une belle idée déviée », a toujours été une machine de guerre contre les conquêtes politiques et sociales des peuples d'Europe.

On l'a oublié : de 1940 à 1945, les nazis eux aussi prônaient une Europe unie sous leur domination des peuples de race blanche « aryenne », débarrassée de l'héritage démocratique des Lumières, de la Révolution française et de l'humanisme judéo-chrétien.

Dans les années 50 en pleine « guerre froide », les inventeurs de l'Europe supranationale, idéologues de la Droite anticommuniste, Robert Schumann, De Gasperi et Jean Monnet, rêvaient de diminuer le rôle des assemblées nationales élues dans chaque pays européen, parce qu'elles exprimaient partout la volonté populaire d'en finir avec la domination des grands trusts.

¹ Sur cette question lire le livre de Francis ARZALIER « Les nations nécessaires et leurs pathologies nationalistes »

La nation française n'est pas pour nous une réalité mystique, décidée de toute éternité par on ne sait quel dieu ; elle n'a pas toujours existé, elle aurait pu avoir d'autres frontières. Nous refusons les conceptions de la nation basées sur la race, la culture, la langue, la nation, « ethniciste » et agressive telle que l'imaginent les politiciens d'extrême droite et « souverainistes ». Notre NON à toute constitution ou construction supplémentaire supranationale ne relève pas du nationalisme : nous savons que tout nationalisme est réactionnaire puisqu'il nie les antagonismes internes à chaque peuple, puisqu'il oublie que les salariés français soumis à l'exploitation ont d'abord pour premier adversaire les privilégiés français qui les exploitent.

Pour nous **la question de la nation et celle de la solidarité internationale de classe ne peuvent être dissociées**. C'est ce qui fait notre différence avec une partie de la gauche sur la question des sans-papiers par exemple.

Si nous avons conscience – et ce pour répondre à une autre partie de la gauche – qu'en ce qui concerne la France en particulier **la constitution de la nation** s'est faite au mépris



d'identités et de cultures locales ou régionales, au prix de guerres ou de marchandages sordides au plus haut niveau d'Etats un jour rivaux, un jour alliés, nous prenons aussi en compte le fait qu'au fil de l'histoire le cadre national est devenu un cadre identitaire, un cadre de conquêtes et de droits sociaux. La nation française s'est concrétisée avec la Révolution de 1789, constituée par l'adhésion consciente des citoyens de toutes les régions de France prêts à défendre les réformes politiques et sociales imposées aux privilégiés : **on nommait alors « patriotes » les partisans de la Révolution, contre les nobles immigrés et les envahisseurs étrangers**. Cette nation française s'est ensuite enrichie au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles des conquêtes populaires arrachées par les luttes, notamment ouvrières : le suffrage universel et la laïcité de l'état, les réformes du Front populaire et de la Libération, nationalisations et services publics, sécurité sociale, retraites et lois de protection sociale, etc.

b). Le rempart ou le socle :

Tous ces acquis historiques forment le contenu de la nation française, que la bourgeoisie mondialiste, européenne et française, ne cesse de grignoter en profitant de la crise du mouvement ouvrier et progressiste depuis plus de 30 ans. Tous les traités ont permis d'avancer vers le démantèlement des conquêtes du peuple de France et de sa classe ouvrière, des services publics et des retraites, de la Sécu et des 35 heures, de la laïcité et de ce qui reste en France de souveraineté populaire.

Si la nation ne constitue pas un rempart immuable aux attaques contre les droits, elle constitue cependant un socle qui a permis et permet encore l'équité sociale. Elle constitue encore un frein aux volontés capitalistes internationales d'attaque contre les acquis sociaux comme le montrent tous les jours les luttes qu'il s'agisse du public (bataille contre les privatisations...) ou du privé (délocalisations, protection sociale...). **Se battre pour les nationalisations**, par exemple, c'est poser comme principe le contrôle permanent par chaque nation (salariés et

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

usagers) de la production de richesses et de l'ensemble des services. Au cœur du débat (et du combat) entre services publics et services économiques d'intérêt général se trouve aussi cette question. C'est justement parce que le cadre national est un frein à la voracité du capitalisme international qu'il a besoin du nouvel espace politique que la constitution européenne lui a offert.

c). Fallait-il une constitution européenne ?

Certes les états nationaux ont joué en leur temps le rôle qu'entend jouer l'Europe aujourd'hui. **Mais la plupart de ces états, à la différence de l'Europe, ont été forgés par des révolutions et ont été marqués par des mouvements de libération nationale.** Il est singulier de voir qu'au moment historique où les nations ont acquis un réel début de maturité et où, donc, il devient possible de construire **un réel internationalisme** – échanges et coopérations équitables entre des nations souveraines – le capitalisme s'échine à construire de nouveaux outils de domination : un super état européen, ici, des instances similaires du type ALENA, ailleurs dans le monde. Que cet état soit fédéral ou confédéral apparaît au regard de ces enjeux bien secondaire. Mais tout comme un train peut en cacher un autre, un problème peut en dissimuler un second. Fallait-il une constitution pour une partie de l'Europe ? On peut être tenté de se dire que dans le cadre d'une Europe des peuples, respectueuse des nations, il peut ne pas être mauvais de se donner une règle du jeu. Mais peut-on imaginer une Europe authentiquement sociale sans construction du socialisme dans les pays européens ? Nous sommes favorables à des coopérations qui peuvent prendre la forme de traités. Mais non pas à une constitution qui verrouille le jeu. Il est difficile d'imaginer que cohabitent des constitutions nationales et une constitution européenne. Pensons que coexistent sur le vieux continent des Républiques et des monarchies ! Plus précisément, si le capital a poussé aussi fort à la roue en faveur de cette constitution européenne, c'est naturellement en raison de son contenu libéral, mais c'est aussi pour se débarrasser de ce que les peuples d'Europe ont pu inscrire de positif dans leurs constitutions nationales au fil de leur histoire, notamment au lendemain de la deuxième guerre mondiale. De ce point de vue ce n'est donc pas un concept dépassé que l'on peut balayer d'un revers de main.



d). Nation et démocratie :

Refuser la supranationalité aujourd'hui ce n'est pas opposer les souverainetés entre elles dans des replis nationalistes frileux, mais exiger que partout les peuples soient maîtres de leur destin pour l'échelle qui les concerne et tout accord international doit prendre en compte cette volonté-là.

La question centrale posée par le référendum de 2005 a été celle-ci et dire non à l'Europe supranationale, c'était défendre la souveraineté populaire, le droit pour chaque peuple de

choisir son gouvernement et ses lois et de protéger ce qu'il a conquis de libertés et de bien-être.

Cette question de la nation pose aussi celle des institutions et des lieux de décisions à l'intérieur de celle-ci. **Quand l'Union Européenne était à 15 il y avait en France autant de communes (36 000) que dans les 14 autres pays réunis.**

Ces lieux de pouvoir et de contrôle locaux étaient impossibles à accepter pour les partisans de l'Union Européenne. Depuis des années, au travers des lois successives de décentralisation ils veulent nous faire arriver à une **Europe des régions** (régions recouvrant les circonscriptions des dernières élections européennes ce qui veut dire pour la France 6 régions, ou 8 en comptant l'outremer), où les niveaux de décisions au nombre de 7 aujourd'hui (commune, canton, métropole, département, région, pays, Europe) seraient réduits à deux ou 3 : métropole, région et Europe

On mesure les conséquences pour la démocratie...Du coup on voit d'un autre oeil les écrits qui fleurissent depuis quelques temps sur le thème du millefeuille administratif...

Les communautés de communes, puis les eurométropoles avec comme conséquence une absorption des petites par la métropole dominante ou **le dépeçage des administrations nationales** entrent aussi dans ce schéma-là.



Parce que **nous sommes internationalistes** nous refusons le concept d'Europe des nations tel que défendu par les souverainistes, mais aussi celui de super état européen. Les partisans de l'UE axent principalement leur campagne idéologique sur cet aspect des choses en opposant d'un côté les européens généreux et de l'autre les nationalistes égoïstes. On a déjà vu et on verra de plus en plus apparaître l'argument : D'accord l'UE ce n'est pas parfait il faut l'améliorer, mais il faut construire l'Europe (au lieu de l'UE) ensemble.

Ce qui est en question aujourd'hui ce n'est certainement pas l'**Union des Républiques Socialistes d'Europe** mais la construction de l'espace politique impérialiste dont le capitalisme a besoin.

Nous pensons qu'il faut dire NON à cette alliance supranationale car ne pas défendre aujourd'hui la nation française et ce qu'elle contient de conquêtes populaires serait se condamner à l'impuissance et à la régression pour l'avenir. C'est là un enseignement majeur : c'est dans les périodes où la souveraineté populaire s'est articulée avec les luttes ouvrières qu'elle s'est exprimée avec le plus de force et a permis les avancées sociales et démocratiques les plus importantes. Et c'est quand la France a fortement affirmé son indépendance qu'elle a pris les initiatives internationales les plus audacieuses.

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

Si on ajoute à cela les restrictions qui sont mises au pouvoir de la seule institution élue, le parlement, au profit du conseil (assemblée des ministres) et de la commission (les membres désignés par les chefs d'état), les règles de la codécision, de la majorité qualifiée ou de l'unanimité, on mesure assez vite que l'UE est une machine technocratique totalement antidémocratique. Ce pouvoir supranational ne peut que renforcer les nationalismes parmi des peuples qui se sentent niés par une institution lointaine à tous points de vue.

II) L'UE contre poids économique et politique aux USA ?

Cet argument, qui fut un des arguments majeurs employés à la fin du 20^{ème} siècle, a pris beaucoup de plomb dans l'aile depuis quelques années. Stephen Hadley le conseiller de G BUSCH pour l'Europe déclarait en pleine tourmente Ukrainienne : « **Pour que l'Ukraine s'en sorte il faut que le plus rapidement possible elle rentre dans l'OTAN et adhère à l'Union Européenne** ».

Les présidents des USA de G Bush à Obama ont tous clairement dit leur souhait d'une « Europe » forte (en réalité une Union Européenne forte). Si à l'inverse Trump a déclaré que l'UE était l'ennemi des Etats-Unis, après avoir fustigé la Grande Bretagne pour avoir voté le Brexit et menacé de sortir de l'OTAN, cela est plus dû à sa politique isolationniste et son obsession anti Russie et Chine accusées toutes deux de la « contrôler ».

C'est un retour de fait à ce qu'on a appelé au début du 20^{ème} siècle le corollaire Roosevelt (ou doctrine de Monroe) qui corrigeait la politique précédente du Big Stick en la prolongeant de visées expansionnistes.

On est plus dans une guerre de suprématie mondiale par UE interposée que dans une hostilité à l'alliance européenne en tant que telle. C'est la négation du multilatéralisme qu'Obama avait dû reconnaître.

Et même si Trump avait changé la donne dans le domaine des relations des deux côtés de l'Atlantique, rien ne dit que cela soit durable, d'autant que le capitalisme international a besoin du libre-échange pour répondre à sa crise des débouchés.

De plus ces turbulences ou zigzag diplomatiques ne changent pas fondamentalement la donne sur le plan économique : l'UE a une politique économique alignée sur celle des USA. Quelques éléments supplémentaires :

- ➡ Comment imaginer une Union Européenne indépendante politiquement des USA quand sa constitution prévoit un alignement de sa politique militaire sur l'OTAN ? Nous ne sommes plus au temps d'un De Gaulle rêvant de la construction d'une 3^{ème} superpuissance - ce qui n'était de toute façon pas une garantie pour la paix – mais dans une construction alignée sur les intérêts capitalistes mondiaux tels qu'ils sont régulièrement redéfinis lors des G8.
- ➡ L'EURO dont le taux a été fixé pour être au niveau du Dollar ne protège ni de la fuite des capitaux, ni des délocalisations, ni de la pénétration américaine grandissante sur le territoire. La pénétration des marchés américains est telle qu'aujourd'hui les USA sont le 1^{er} investisseur de la région Ile De France qui représente 1/4 de la population française et ce n'était ni le cas quand l'UE s'est mise en place, ni un processus fatal.
- ➡ L'or n'étant plus l'étalon mondial la « santé économique » française (au sens capitaliste du terme *santé économique*) est dépendante directement des soubresauts du dollar et du déficit chronique américain. Pire la mise en œuvre de l'Euro,

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

outre le fait qu'elle a retiré à la nation la maîtrise de sa monnaie et donc d'une grande part de ses choix budgétaires, a eu des conséquences directes sur la vie des gens. Le chômage n'a cessé de grandir dans la zone euro et le pouvoir d'achat n'a cessé de fondre. A contrario les trois pays qui n'ont pas adopté l'Euro (Danemark, Suède, Angleterre) ont un taux de chômage moitié moindre que la France. Dès le 15 janvier 2005, dans une tribune parue dans Le Monde, rédigée par **deux économistes partisans** de la construction européenne aboutissaient à la conclusion que le retour aux monnaies nationales était inévitable au moins pour certains pays de la zone Euro : **« Le contraste est saisissant avec les économies des pays dits « eurosceptiques » — Royaume-Uni, Suède et Danemark —, qui partagent des taux de chômage notablement plus faibles, des taux de croissance plus élevés et des déficits budgétaires très limités (quand ils ne connaissent pas un excédent budgétaire). Conclusion : à ce jour, la monnaie unique n'a guère enrayeré le malaise économique européen et l'on ne peut manquer de s'interroger sur son éventuelle responsabilité dans les difficultés économiques actuelles de la zone euro. [...] L'élargissement en bloc de l'UE à dix nouveaux pays d'Europe de l'Est ne fera qu'affaiblir davantage un attelage déjà bien branlant. Si traumatisant que cela soit de restaurer certaines monnaies nationales — pas nécessairement toutes —, certains pays, notamment les plus petits, pourraient décider d'abandonner l'euro. »** Anthony Gripe banquier d'affaires et Laurent Jacque professeur de finance internationale.

- ➔ Dans le même ordre d'idée toutes les études ont mis en évidence une forte augmentation des prix depuis l'Euro. Si la CGT avait conservé son indice des prix il y a fort à parier que la démonstration aurait été plus flagrante encore. Ainsi un directeur régional de la grande distribution en PACA a-t-il pu observer une baisse de la consommation de l'ordre de 30% sur les produits alimentaires dans les mois qui ont suivi la mise en place de l'Euro.
- ➔ De même dans toutes les instances internationales qu'il s'agisse de l'OMC, de l'AGCS ou à l'ONU, l'Union Européenne ne s'oppose pas aux Etats Unis mais s'aligne sur ceux-ci quand il s'agit de défendre les intérêts des pays du Nord contre ceux du Sud. Rappelons que dans ce domaine l'USA sont la seule puissance ayant un droit de veto au FMI, de ce fait décide du partage des voix en tout arbitraire...sans que l'UE ne s'y soit jamais opposé, bien au contraire.
- ➔ Plus l'Union Européenne se renforce plus nous nous rapprochons du mode, de vie, de pensée, de fonctionnement de la société américaine au détriment des valeurs de solidarité mises en avant tout au long de notre histoire sociale et en particulier par le CNR : fonds de pensions à la française, tolérance zéro, appauvrissement du débat politique et recul de la perspective du changement de société, marchandisation de la culture et du sport...
- ➔ **L'UE** n'est pas un contrepoids de l'empire américain dans l'intérêt des peuples, mais elle est **un état impérialiste en construction** tantôt allié, tantôt opposé aux USA, sur la base des intérêts des multinationales ce qui en soi est une menace pour la paix dans le monde. Est-ce que l'on compte sur Coca Cola France pour combattre l'hégémonie américaine ? Est-ce que la concurrence BOEING /AIRBUS profite aux salariés ? Bien sûr pour l'instant l'un emploie des salariés en Europe et l'autre en Amérique du nord, mais est-ce que cela va empêcher qu'ils délocalisent un jour une part des emplois dans des pays du tiers monde ? Ne connaît-on pas de multiples exemples de profits réalisés

à un endroit de la planète et réinvestis à un autre endroit avec comme seul critère la rentabilité maximum ?

Le capitalisme n'a pas plus de patrie qu'il n'a de morale. Un véritable contrepois passerait par le **développement d'industries et de services nationalisés**, échappant par là même au pouvoir des multinationales, ayant d'autres critères de gestion et de fonctionnement. C'est ce qui est en question en Amérique du sud avec des pays comme le Venezuela, qui n'ont pas une conception des relations internationales prenant la forme de carcans mais d'alliances pour le bien des peuples et qui là s'opposent à l'impérialisme américain. Là-bas il n'a jamais été question d'une « **ALCA sociale** » mais bien d'une autre alliance alternative, **l'ALBA**. Force est de constater qu'en Europe nous n'en sommes pas là...

III) L'UE et la paix

Le grand argument de ceux que l'on a appelé les pères de l'Europe par un abus de langage qui a une importance idéologique indéniable était : grâce à l'Europe on aura la paix. Cet argument employé au lendemain de la guerre avait évidemment une portée considérable. D'emblée les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix, à la fraternisation entre les peuples, au désir de voir tomber les frontières.

Ils se sont servis de la paix comme pierre d'angle à la construction de leur argumentation politique. Cet argument avait un avantage celui de faire passer comme des jusqu'aboutistes nationalistes ceux qui sont opposés à ces choix là. En effet dans cette bataille idéologique qui est aussi une guerre des mots il y aurait selon eux les proeuropéens et les antieuropéens et pourquoi pas tant qu'on y est les pacifistes et les guerriers ?



S'il faut parler de la paix, force est de constater que les mêmes qui sont partisans aujourd'hui de la Pax Européanna ont été hier et sont encore aujourd'hui souvent les partisans de la Pax Americana.

Quelle paix et d'ailleurs quelle indépendance peut garantir une puissance qui non seulement est membre de l'OTAN - organisation qui n'aurait plus de raison d'être si on s'en tient aux objectifs initiaux des créateurs de cette force armée internationale – mais qui en plus est soumise totalement à celle-ci ? (I - 41 alinéa 1 et 2).

La construction européenne a-t-elle empêché une guerre ? Dans les Balkans ? En Afrique ?

Si la période 45/90 a été qualifiée de plus longue période de l'histoire sans conflit majeur on ne peut oublier qu'il y a également eu dans cette même période plus de morts dans des conflits dits locaux que dans toute la 2^{ème} guerre mondiale...

Si nous pouvons nous réjouir du fait qu'il n'y ait plus de guerre entre pays européens pouvons-nous pour autant oublier que les conflits se sont simplement déplacés et qu'ils enrichissent toujours les mêmes vendeurs d'armes ? De ce point de vue le film « Le cauchemar de Darwin » documentaire tourné en Tanzanie en dit long sur le rôle de l'UE dans l'attisement des conflits militaires pour la simple raison qu'ils lui profitent économiquement.

L'EUROPE, PRIX NOBEL DE LA PAIX !



On peut aussi allonger la liste des pays auxquels l'UE fait la guerre : Lybie, Syrie...ou la finance comme au Yémen.

Est il hasardeux d'affirmer que le capitalisme n'a pas eu pour l'instant d'intérêt financier à laisser se développer une guerre sur le continent et c'est sans doute la principale raison de cette période de non agression ?

Si on prend l'exemple des Balkans force est de constater que là c'est l'UE qui a mis de l'huile sur le feu et attisé les braises d'un conflit qui n'était pas inéluctable...

Les prises de position de l'UE tant à l'OMC que dans le cadre de l'AGCS sont

les ferments de conflits futurs opposant des pays qui veulent sortir de la pauvreté et en sont empêchés par l'attitude des pays impérialistes.

Avec en plus une force Européenne transportable, constituée exclusivement de militaires de métier, le risque n'est il pas plus grand demain de voir une nouvelle force impérialiste s'affronter aux USA par pays pauvres interposés ? Il n'y aura pas alors de contingent pour les arrêter comme ce fut le cas en Algérie...

Si le premier but de l'Union Européenne avait été la paix le 1^{er} poste de ministre créé aurait pu être celui des cultures ou de l'éducation...et non comme dans le cadre de la constitution celui des affaires étrangères...Et puis, à moins d'être adepte du fameux « *Si tu veux la paix prépare la guerre* » des romains, comment se réclamer de la paix et se fixer dans une constitution l'objectif d'augmenter les capacités militaires de chaque pays de l'union ? (art I 43-3)

Par comparaison et sans même parler de l'ALBA faut-il rappeler que le premier objectif de la CELAC est la lutte contre l'analphabétisme et pour le droit à la santé ?

Enfin ne nous cachons pas que la construction d'une structure dictatoriale fait monter le risque de guerres intra-européennes menées par des gouvernements qui attiseront les sentiments nationalistes conséquences de l'absence de démocratie supranationale. Et ce n'est pas la farce du prix Nobel de la paix attribué à l'UE qui nous fera changer d'avis...

Nous n'avons nul besoin d'une force impérialiste de plus...

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille
cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/
ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris
www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr



IV) L'UE, l'Afrique et le sud

Il était déjà visible avec les accords de Schengen qui ont défini 2 sortes d'étrangers, les européens et les autres, que l'Europe était discriminatoire.

Là aussi, la construction européenne n'a fait qu'aggraver cette dimension en renforçant le caractère impérialiste de l'espace politique en construction.

➔ Il y avait (et il y a toujours) la Françafrique qui à l'aide de barbouzes protège ses intérêts financiers, pille les richesses, fait et défait les gouvernements fantoches...

➔ Il y aura de plus en plus l'Eurafrique.

* Celle qui met des barbelés à ses frontières et adopte des lois de plus en plus rétrogrades et répressives sur les questions du droit d'asile et de l'immigration.

* Celle qui veut bien piller, quand cela l'arrange, y compris la matière grise des pays pauvres en élevant la notion « **d'immigration choisie** » au rang de doctrine officielle à condition que celle-ci ne reste pas plus en Europe que ce que la production l'exige et surtout n'y emmène pas ou n'y constitue pas sa famille.

* Celle qui refuse la libre circulation des hommes et des idées mais organise la déportation économique légale (quand on proclame que l'on a « besoin » de 18 millions d'immigrés pour le bien être du continent) ou illégale quand on refuse de donner des papiers à des salariés qui « coûteront » ainsi moins cher que des salariés titulaires d'une autorisation de travail.

* Celle qui impose des accords commerciaux pour son seul profit comme en Mauritanie, une des zones les plus poissonneuses du monde, que viennent exploiter des bateaux venus de toute l'Europe empêchant ainsi les mauritaniens de tirer un juste profit de leurs richesses naturelles

* Celle qui se partage les ruines du Zaïre, fait du Maroc un protectorat et de la Tunisie une villégiature.

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

* Celle qui entretient les meilleures relations du monde avec le régime esclavagiste de Mauritanie et qui attise les conflits en Cote d'Ivoire ou nom d'intérêts sordides

* Celle qui après avoir mis à terre toute la zone CFA par des mesures monétaires prises par la droite conservatrice du temps de Balladur, les a encore aggravées par la mise en place de l'Euro.

* Celle qui ne défend les droits de l'homme ni au Soudan, ni en Tunisie mais en plus cède (voire précède) devant les exigences américaines à l'OMC, l'AGCS et tous les traités internationaux.

* Celle qui délocalise en Afrique non pour tirer ces pays vers le haut mais pour s'appuyer sur l'absence de droits sociaux et les différences de niveau de vie afin de tirer les coûts mondiaux vers le bas.

* Celle qui, à l'instar de la banque mondiale et du FMI, impose ses choix économiques comme la privatisation des services publics au bénéfice de multinationales européennes voire d'entreprises françaises encore publiques qui les copient. (De ce point de vue l'exemple de la SONELEC* est édifiant.)

* Celle qui s'enrichit en créant des désastres écologiques, en aggravant la misère de populations entières, en organisant les ventes d'armes comme l'a si bien montré le film « Le cauchemar de Darwin » et qui a donc un intérêt objectif au développement des guerres intra continentales.

C'est bien un des aspects les plus détestables, le plus moralement condamnable, le plus dangereux pour l'avenir de la paix sur la planète et son développement, que cette UE impérialiste, tantôt alliée, tantôt rivale des USA, mais toujours dominatrice des pays du sud. Décidément, on peut paraphraser René Dumont, **l'Europe blanche est mal partie.**



**La SONELEC entreprise nationale d'électricité sénégalaise était publique. Pour mener à bien un programme d'investissements Abou Diouf, président socialiste d'alors, modifia le statut de l'entreprise afin de faire appel à des capitaux privés tout en gardant la majorité (51%) du capital sous contrôle de l'Etat sénégalais. Un accord fut même trouvé avec le syndicat de l'entreprise afin de garantir le statut des salariés. La banque mondiale refusa cet accord et imposa à l'état une participation*

minoritaire...pour le plus grand profit – entre autres - de la Compagnie Générales des Eaux. La conséquence de cette capitulation du gouvernement sénégalais eut pour conséquence une remise en cause de l'accord, une remise en cause de la couverture nationale de la fourniture d'électricité, pour ne la réserver qu'aux seules régions « rentables ».

V) L'Europe sociale est-elle possible ?

Où autrement dit « l'Europe oui, mais pas celle-là ».

Du PS à l'extrême gauche, l'idée est répandue qu'une autre Europe est possible.



Eh bien ça demande discussion.

Non pour diviser, non pour la jouer « plus de gauche que moi tu meurs » mais pour permettre aux citoyens, au-delà de ce NON à gagner ensemble, de réfléchir sur ce qu'on veut. **Si les partisans de ce concept d'Europe sociale étaient rigoureux** (voire courageux...) **ils emploieraient le terme** bien plus exact (mais bien moins crédible) d'**Union Européenne sociale** (encore la guerre des mots)...difficile à vendre comme idée...

Quitte à être taxés d'anti européenisme primaire, nous ne pensons pas que l'Union Européenne sociale soit possible en l'état pourquoi ?

- ➔ D'abord il faut observer que les partisans de « l'Europe sociale » ont en commun **une grande absente, la nation**. C'est pour eux une étape dont il faut déjà tourner la page, une notion qui ne compte déjà plus. Vu ce qui est écrit dans le 1^{er} chapitre c'est aller un vite sur l'histoire, et sur le socle de résistance que constituent les nations. L'histoire sociale nous démontre à intervalles réguliers que si des mobilisations européennes voire mondiales ont existé et n'ont pas été dénuées d'intérêt elles se sont traduites par l'absence de résultats concrets. C'est quand même au niveau national que se situe le mieux la résistance voire la conquête : l'Espagne sur l'assurance chômage, la France, l'Italie, l'Autriche sur la retraite, l'Allemagne sur l'assurance chômage et même les Pays Bas –ce qui est historique- sur les droits sociaux.
- ➔ Ensuite si on parle « d'Europe sociale » un minimum de pragmatisme impose de partir de faits, même ténus : **quel acquis social les dirigeants de l'Union Européenne ont donné aux salariés et populations en 60 ans ?** A contrario la liste est longue des acquis sociaux rognés ou supprimés au nom de la construction de l'UE... En capitalisme, national ou international, aucun progrès social ne sera possible sans luttes et rapport de forces...
- ➔ Et quel acquis social, des luttes européennes (et lesquelles...) ont permis de conquérir ? **Comment, par exemple, gagner une harmonisation des salaires par le haut** sur un territoire où ils vont de un à dix alors que ces différences de revenus sont justement une des armes des multinationales qui opèrent sur le continent pour mettre les salariés en concurrence entre eux par le biais des délocalisations ou des reculs imposés de droits sociaux ? L'exemple récent de cette entreprise alsacienne proposant « un reclassement à 110€ par mois » en Roumanie est éclairant de ce point de vue.

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

- ➡ On a du mal à mobiliser au niveau d'une ville, d'une région, d'un pays et on y arriverait au niveau de l'Europe ? Est-ce que c'est une mobilisation européenne qui nous permettra de gagner à Lustucru ou à Nestlé ? Le rapport de forces est-il plus facile à construire dans 27 pays que dans un seul ?

- ➡ Si on veut bâtir une Union européenne sociale il faut regarder avec lucidité le processus et les fondements de la construction en cours. L'Union Européenne s'est constituée autour du marché du charbon et de l'acier, (ce qui a produit comme réussite la fermeture de toutes les mines françaises) et sa seule logique aujourd'hui est une logique capitaliste. **Ce n'est pas une union des peuples, des états ou des nations, mais une union des multinationales**, qui a besoin aujourd'hui d'un cadre politique et juridique au service de cette union là. Dans ces conditions il ne peut y avoir d' « Europe sociale ».

- ➡ Pour être crédibles les partisans de « l'Europe sociale » doivent sortir de l'incantation et poser clairement la perspective. Pour gagner l'Europe sociale il faut revenir à la source, c'est à dire revoir les fondements du Marché Commun, les traités qui ont suivi plus régressifs les uns que les autres, repenser les coopérations internationales sur d'autres bases : nous n'en sommes vraiment pas là ! Tout refus de voir cette réalité en face ou recul d'un millimètre sur cette notion est suicidaire pour la perspective de changement. Il est d'ailleurs amusant de lire dans la période le florilège des propos d'hommes politiques de tous bords tout au long de l'avancée de la construction européenne (voir brèves dans la même rubrique).

- ➡ **L'Europe oui mais pas celle-là est en fait l'acceptation de l'irréversibilité de cette construction-là.** Puisque l'Europe politique et économique existe, que l'on ne peut revenir en arrière, essayons de la changer de l'intérieur.... Je ne peux pas révolutionner le système, j'en tente la réforme. C'est d'ailleurs l'argumentation que développait Rocard : puisque le capitalisme a gagné nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter cette UE. En ce sens partisans ou adversaires des traités se rejoignent. La seule chose qui les sépare est le niveau d'imperfection acceptable des textes.

Mais franchement qu'est qui est plus facile aujourd'hui ou plus exactement moins difficile, gagner un gouvernement progressiste en France, sortir de l'Union Européenne, imposer d'autres coopérations ou bien tenter de former une Europe progressiste constituée de 27 pays capitalistes ?

Sortir de l'Union Européenne ? Le grand mot est lâché. Est ce possible ? Souhaitable ? N'est ce pas suicidaire, voire le signe d'un enfermement dans un repli nationaliste ? Comment concilier internationalisme et refus de la construction Européenne ? Ce sera notre dernier chapitre.

VI) COMMENT SORTIR DE L'UE ET DE L'OTAN ?

Communistes, nous sommes convaincus de la nocivité de l'Union Européenne depuis sa naissance, du fait qu'elle est le visage en Europe du Capitalisme transnational, qu'elle a pour but de réaliser au détriment des travailleurs d'Europe et des Nations de ce continent les objectifs de ce Capitalisme (déstabilisation des classes ouvrières grâce aux délocalisations, anesthésie des luttes de classe par la xénophobie, destruction des conquêtes sociales et politiques, etc).

Nous le sommes aussi que cette UE ne peut être changée en son contraire, devenir " sociale", " facteur de paix ", " de progrès social" et "respectueuse des droits démocratiques des peuples" par la seule volonté des citoyens : sa nature supranationale est au contraire de mépriser les choix exprimés par les citoyens : elle l'a fait en Grèce, et en France, au mépris du NON exprimé par les électeurs au projet de Constitution Européenne. Le rapport de forces politiques en Europe interdit d'espérer une majorité anticapitaliste au Parlement Européen, puisque les partis d'extrême droite y progressent, et que ceux de "Gauche" sociaux-démocrates font partie depuis 50 ans des " pères " de l'UE.

Dans ces conditions, fixer comme objectif politique comme l'a fait depuis des décennies la direction du PCF est une illusion, une escroquerie politique. Il faut dire clairement qu'il n'y aura pas de progrès majeurs pour notre peuple dans le cadre de l'union Européenne, sans conquérir la souveraineté économique et monétaire qui n'existe pas avec l'Euro, contrôlée par la Banque Européenne de Francfort, sans retrouver une indépendance militaire et diplomatique qui n'existe pas dans l'OTAN, instrument de l'Impérialisme Occidental. Autrement dit, notre objectif ne peut être que de lutter jusqu'à sortir la Nation française de l'union Européenne, de l'Euro, et de l'OTAN (et l'Alliance Atlantique son corollaire).

Mais il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de ces ruptures, encore faut-il envisager comment le faire, en évitant de tomber dans le piège nationaliste, qui laisse croire qu'il suffirait d'un FREXIT pour assurer le bonheur et le progrès social pour notre peuple. Le feuilleton laborieux du BREXIT britannique doit nous éclairer: La sortie de l'UE décidée à juste titre par les électeurs du Royaume Uni n'a apporté aucun progrès majeur aux salariés parce qu'elle se fait sous la direction de la bourgeoisie Thatcherienne de ce pays, farouchement attachée aux règles du Capitalisme libéral.

Toute rupture de notre pays avec les carcans de l'UE et de l'Euro ne pourra se faire que grâce à des luttes de classe acharnées pour résister aux pressions internationales, et dans l'optique de rompre avec le Capitalisme et l'impérialisme.

L'ANC, avec d'autres organisations communistes, françaises ou européennes convaincues de la nécessité de ces ruptures avec l'UE, l'Euro, l'OTAN, et le Capitalisme, peuvent envisager des tactiques différentes pour y parvenir. " Quatre sorties " pour les uns, dénonciation des Traités Européens qui forment l'ossature de cette construction supranationale néfaste. Peu importe ces nuances en fait. L'essentiel

est de ne pas s'en tenir aux formules, d'affirmer que ces ruptures nécessaires ne seront pas un long fleuve tranquille, qu'elles ne pourront être imposées aux 26 autres gouvernements de l'UE que par un niveau de mobilisation fort des travailleurs français, qu'on ne peut les réduire à un simple processus électoral.



A la veille d'un scrutin européen en mai 2019, dont nous ne négligeons pas l'importance, cela doit nous inciter à voir le long chemin à parcourir. Le rôle de notre collectif n'est pas de donner des consignes de vote, Mais d'éclairer nos concitoyens, et surtout les salariés qui ne vivent que de leur travail, sur la nocivité irrémédiable de l'UE et ses Traités, de l'Euro, de l'OTAN, et la nécessité d'une rupture avec le Capitalisme dont ces structures sont l'émanation.

Restera alors à penser et nouer des relations respectueuses et équitables avec des pays, naguères colonies et prenant en compte le devoir de mémoire, le travail de réparation et les liens profitables pour les peuples de part et d'autre des mers et océans et avec qui, au travers des migrations nous maintenons des relations que nous voulons débarrassées de toute discrimination, domination et mutuellement avantageuses.

Brochure co-éditée le 12 mars 2019 par :

ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

Prix : 3 €

Direction de publication : Jean PENICHON et Daouia DASSOUKY

Comité de rédaction : Francis ARZALIER, Jennifer CATELAIN, Stéphane TOQUE, Charles HOAREAU.

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr

Statuts de l'ANC Association Nationale des Communistes (extraits)

Article 2 : **OBJET**

Cette association a pour objet de rassembler les communistes dans leur diversité sur la base du projet défini ci-après.

Elle veut être un lieu de fraternité, d'échanges politiques et de repères communistes. En aucun cas elle ne peut se situer en concurrence avec les organisations existantes et dans cette optique aucun membre ne peut se présenter aux échéances électorales ou soutenir des candidatures opposées à des partis existants en se réclamant de l'ANC.

Par conséquent l'adhésion à l'association, aux buts qu'elle s'assigne, n'est nullement incompatible avec l'appartenance à une autre organisation existante se réclamant du communisme.

L'association porte un véritable projet de société : participer à inventer le socialisme du 21ème siècle, ouvrir une perspective révolutionnaire, promouvoir la justice sociale, la liberté, la paix, le bien être de chacun au profit de tous dans un monde sans classe, donner un point de vue communiste afin de peser dans le débat politique.

Ce projet est en mouvement. Il sera complété par les adhérent-e-s, par leurs pratiques, leurs apports en s'appuyant sur les motions et les orientations annuelles définies à l'article 9.

Article 3 : **MOYENS ET BUTS**

Le matérialisme dialectique, le matérialisme historique, la critique de l'aliénation des hommes et des femmes et de l'appropriation de la plus-value par le capital sont ses fondements idéologiques. Elle se propose d'impulser des campagnes d'action et des luttes en fonction de l'actualité.

L'ANC édite une publication nationale porteuse de son objet, outil de lutte et de diffusion de ses idées dans le monde du travail.

Elle se donne comme priorité de permettre à celles et ceux qui souffrent le plus du capitalisme (chômeurs, précaires, habitant-e-s des quartiers populaires, salarié-e-s confrontés aux bas salaires, personnes victimes du racisme et de toute forme de discrimination...) d'être, avec l'ensemble du monde du travail, à l'avant-garde de la lutte pour le changement de société, contre l'impérialisme et pour la paix.

Statuts du Cercle Manouchian (extraits)

Article 2 : **BUT**

Le Cercle Manouchian est une association nationale de formation et d'éducation populaire qui se fixe, au travers de méthodes participatives et de co-apprentissage, plusieurs buts :

L'éducation populaire pour permettre à tout citoyen d'acquérir les outils de compréhension du monde afin de pouvoir intervenir sur les choix locaux ou globaux

La mise en place de formations de longue durée, véritables universités du citoyen plus spécialement dédiées à l'économie, la philosophie, la sociologie, l'histoire et la pratique militante.

La formation de salariés en entreprises ou sans emploi aux techniques de communication tant orales, qu'écrites ou que numériques.

Dans cet objectif elle utilise tout moyen qu'elle juge utile : débats publics, conférences, cycles de formation pluriannuels, stages de formation à l'entreprise ou sur les lieux de vie, ciné-club....

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

cercle.Manouchian@outlook.fr – www.facebook.com/CercleManouchian/

ANC Association Nationale de Communistes 6 rue Leibniz 75018 Paris

www.ancommunistes.org – www.facebook.com/ANCommunistes - ancdefrance@orange.fr